



Chapitre 2

Investissements étrangers, aide, transferts des migrants et recettes fiscales en Afrique

Les apports financiers extérieurs à l'Afrique ont battu des records en 2012 et devraient dépasser la barre des 200 milliards de dollars en 2013. Cette performance souligne l'importance croissante des investissements, de l'aide publique au développement et des transferts des migrants pour un continent en plein essor. Ce chapitre revient sur ces nouvelles tendances, qui représentent certes des opportunités pour l'Afrique, mais également des risques.



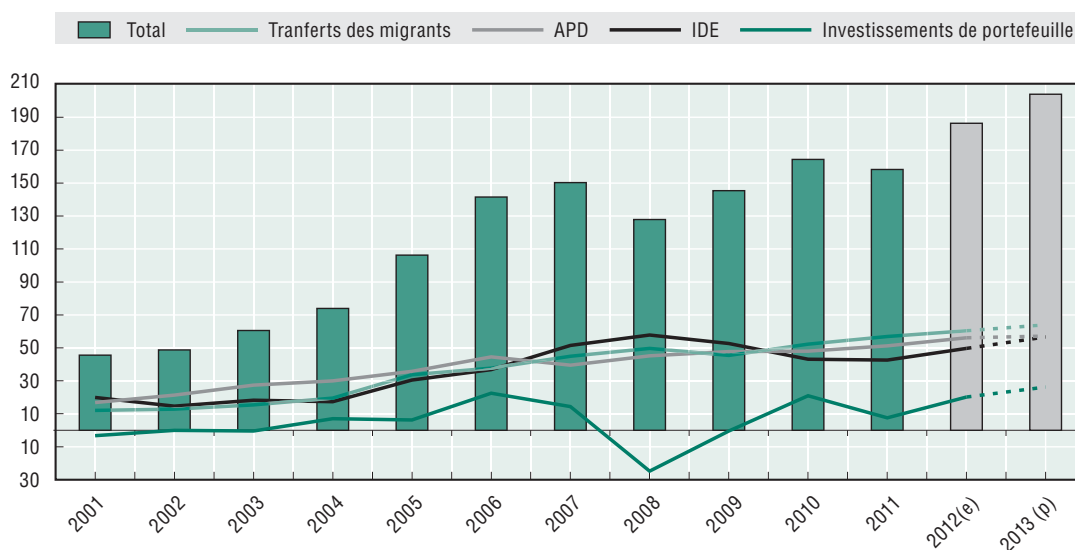
Les recettes fiscales et les apports financiers extérieurs se sont rétablis de manière spectaculaire, après la dégringolade de l'année 2009, la crise économique mondiale ayant touché de plein fouet les cours des matières premières et tari une source vitale de recettes pour les économies africaines. Les flux d'investissements étrangers ont également pâti de la lente reprise de l'activité économique mondiale. La croissance relativement soutenue des économies émergentes et le redressement progressif du prix des matières premières ont ramené les rentrées fiscales à leur niveau record de 2008, l'Afrique enregistrant par ailleurs un pic d'investissements en 2012.

Les apports financiers extérieurs totaux pour l'Afrique semblent avoir atteint un sommet historique en 2012, à 186.3 milliards de dollars (USD), contre 158.3 milliards en 2011. Les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille, l'aide publique au développement (APD) et les transferts des migrants – les quatre grandes sources d'apports financiers pour les pays africains en plus des recettes fiscales – ont quadruplé depuis 2001. Cette bonne performance est en partie liée à la reprise sensible des investissements directs et de portefeuille. La part des apports extérieurs dans le produit intérieur brut (PIB) du continent ressort à 9.2 %, contre 8.3 % en 2011, et devrait s'établir autour de 9.5 % en 2013, renouant avec la moyenne de 9.4 % enregistrée au cours de la dernière décennie.

Les transferts des migrants ont eux aussi connu une envolée spectaculaire, déjà signalée dans l'édition 2012 des *Perspectives économiques en Afrique* (PEA). Ils ravissent ainsi la première place à l'APD et aux IDE en 2012¹ et constituent pour de nombreux ménages africains une source de revenu de plus en plus cruciale. Même s'ils n'ont guère de pouvoir sur la manière dont ces fonds sont dépensés, les dirigeants africains pourraient renforcer le taux d'épargne intérieure par des mesures et des réglementations réduisant le coût des services de transfert d'argent.

Les transferts des migrants sont différents mais complémentaires des autres apports financiers extérieurs. Leur importance pour la consommation et pour la réduction de la pauvreté fait l'objet d'un vaste consensus (Ratha, 2003). Mais leur impact sur la croissance est loin d'être avéré. Chami et al. (2003) ont observé qu'ils n'augmentaient pas systématiquement la production, puisqu'ils ne sont pas destinés à des investissements productifs. Mais ils peuvent, par la financiarisation de l'économie, contribuer à la croissance à long terme en aidant les familles à accéder aux marchés financiers formels (Gupta et al., 2007).

Figure 2.1. Total des apports financiers extérieurs à l'Afrique
(en milliards de dollars courants)



Source : CNUCED (WIR 2012) ; FMI (WEO 2012) ; CAD/OCDE ; Banque mondiale.

Note : Les chiffres de l'APD comprennent les apports bilatéraux et multilatéraux.

Voir le tableau 2.1 pour le détail méthodologique des prévisions. (e) estimations et (p) prévisions.

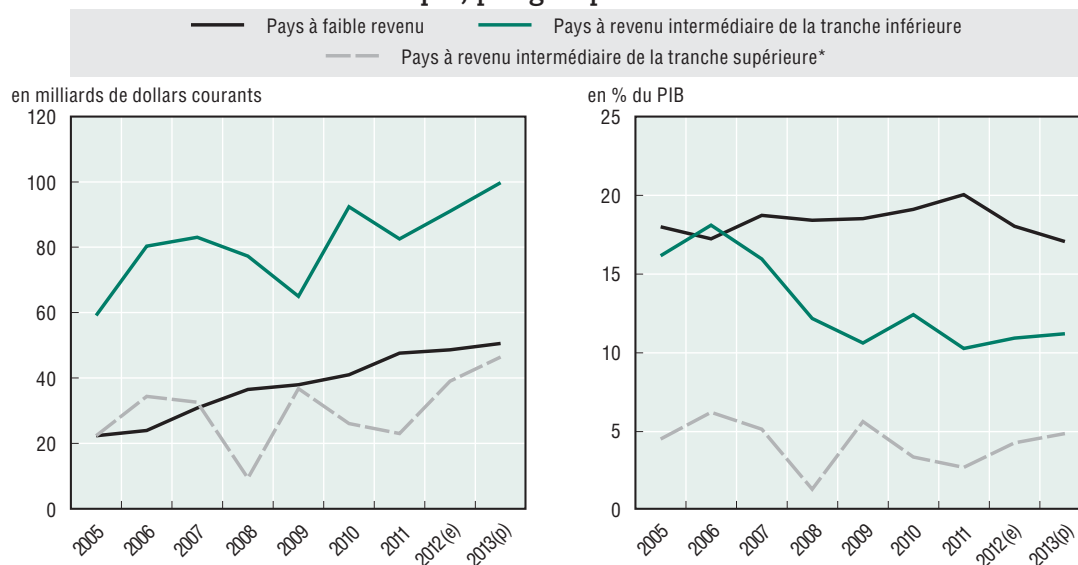
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815017>



Les données agrégées sur les apports extérieurs masquent de profonds écarts d'un pays à l'autre (figures 2.2a et 2.2b). En 2012, les pays à faible revenu sont restés tributaires de ces financements, qui représentaient en moyenne 18 % du PIB, un taux supérieur à celui observé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (11 %) et de la tranche supérieure (4 %). Dans les pays à faible revenu, l'APD représentait 64 % des apports extérieurs, contre 30 % pour les IDE et 10 % pour les transferts².

Les transferts des migrants ont gagné du terrain dans les apports aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure : ils ont plus que triplé entre 2004 et 2012, passant de 13.1 milliards USD à un niveau estimé de 50 milliards, soit 55 % du total des apports extérieurs et 6 % du PIB de ce groupe de pays. Hétérogène, le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure réunit de vastes marchés émergents aux diasporas importantes – Égypte, Maroc et Nigeria par exemple – et des pays où l'aide reste la première source de financement extérieur (Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire et Soudan du Sud notamment).

Figure 2.2. Total des apports financiers extérieurs à l'Afrique, par groupes de revenu



Source : Calculs des auteurs basés sur CNUCED (WIR 2012) ; FMI (WEO 2012) ; CAD/OCDE ; Banque mondiale.

Note : * Cette catégorie englobe la Guinée équatoriale qui fait partie des pays à haut revenu dans les derniers classements de la Banque mondiale. (e) estimations et (p) prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932815036>

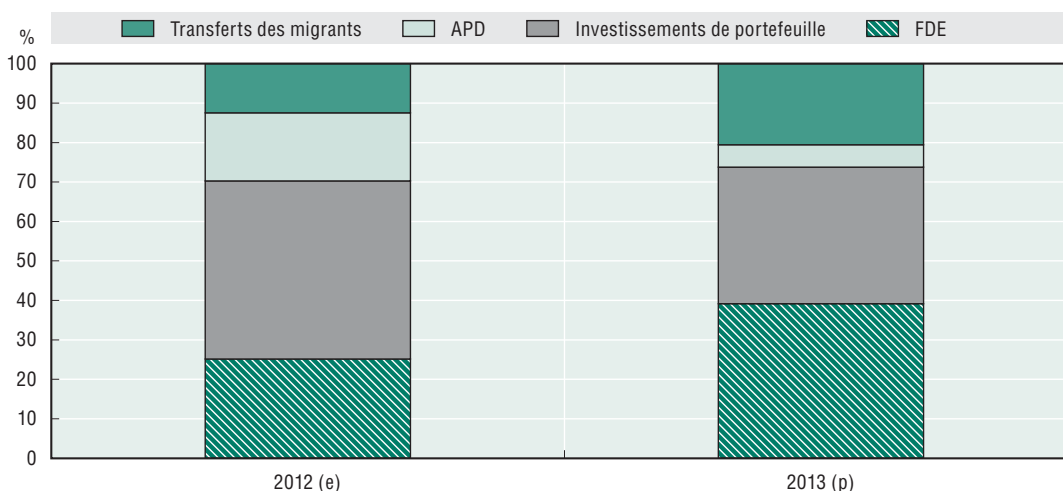
Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure attirent davantage d'investissements étrangers : les investissements de portefeuille ont représenté 47 % des apports extérieurs totaux en 2012, devant les IDE (29 %) et les transferts des migrants (14 %). Ils ont surtout concerné l'Afrique du Sud. Ailleurs, ce sont les IDE qui arrivent en tête des apports extérieurs. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), la part relative des investissements de portefeuille³ augmente de manière tendancielle, dès l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Ces flux financiers contribuent à renforcer les infrastructures financières et la liquidité de l'économie. Mais ils représentent aussi un risque, avec une plus grande volatilité et la possibilité d'une inversion subite des flux de capitaux – une mésaventure que l'Afrique du Sud a connue en 2008.



Perspectives des apports extérieurs

Les apports financiers extérieurs à l'Afrique devraient augmenter de 9,5 % en 2013, pour atteindre un nouveau record, à 203,9 milliards USD, contre 186,3 milliards en 2012 (note tableau 2.1). La figure 2.3 illustre les contributions respectives à cette hausse de 17,6 milliards USD des transferts des migrants, de l'APD et des investissements. Comme en 2012, cette progression devrait être sous-tendue par les investissements. En 2013 pourtant, la quasi-totalité de l'augmentation prévue des IDE à l'Afrique devrait concerner l'Afrique subsaharienne – alors qu'en 2012, c'est l'Afrique du Nord qui en avait absorbé la moitié. Cette anticipation confirme le dynamisme économique de l'Afrique subsaharienne, mais traduit aussi la circonspection des investisseurs face aux événements politiques en Afrique du Nord et notamment en Égypte.

Figure 2.3. Contributions respectives des apports financiers extérieurs à l'augmentation annuelle du total des apports financiers extérieurs à l'Afrique



Note : CNUCED (WIR 2012) ; FMI (WEO 2012) ; CAD/OCDE ; Banque mondiale.

Source : Voir le tableau 2.1 pour le détail méthodologique des prévisions. (e) estimations et (p) prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815055>

Les turbulences économiques que traverse la planète brouillent toujours les perspectives pour les apports financiers, quels qu'ils soient. Les incertitudes entourant la reprise, notamment dans la zone euro, pourraient rejaillir sur les échanges et l'investissement. Au deuxième trimestre 2012, le fléchissement de la demande dans les économies émergentes a entraîné un repli des cours de certaines matières premières. Si l'activité économique mondiale devait à nouveau marquer le pas, une nouvelle baisse des prix des matières premières semble inévitable, avec des retombées pour les investissements dans les pays producteurs.

Les pays à faible revenu, dont les économies et les exportations sont en général moins diversifiées, sont à la merci de chocs. Le risque est plus important pour ceux qui n'ont pas réussi à reconstituer leurs réserves budgétaires et de change depuis la crise de 2008. Les contraintes budgétaires prévalant dans les grands pays donneurs pourraient entraîner une stagnation – au mieux – de l'APD, qui obligera les pays à faible revenu à compter davantage sur leurs ressources intérieures.



Tableau 2.1. Synthèse des apports financiers extérieurs et des recettes fiscales en Afrique
(en milliards de dollars courants)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(e)	2013(p)
1. Flux entrants d'IDE	20.0	14.6	18.2	17.4	30.5	36.8	51.5	57.8	52.6	43.1	42.7	49.7	56.6
2. Investissements de portefeuille	-3.3	-0.1	-0.4	7.1	6.3	22.5	14.4	-24.8	-0.4	21.0	7.5	20.1	26.2
3. APD (nette, tous donateurs)	16.8	21.4	27.4	30.0	35.8	44.6	39.5	45.2	47.8	48.0	51.3	56.1	57.1
4. Transferts des migrants	12.1	12.8	15.4	19.5	33.7	37.7	44.9	49.7	45.4	52.3	56.9	60.4	64.0
5. Recettes fiscales	145.4	137.7	174.1	219.1	279.4	333.9	371.5	485.4	384.4	465.7	513.7
Total des apports extérieurs (1+2+3+4)	45.6	48.8	60.6	73.9	106.3	141.5	150.3	127.9	145.4	164.4	158.3	186.3	203.9
Afrique du Nord	14.2	13.6	15.0	20.2	27.4	37.3	42.5	32.6	24.3	43.0	32.0	38.5	45.0
Afrique de l'Ouest	7.9	9.6	10.7	13.7	34.5	45.1	40.9	41.9	47.0	51.0	56.9	59.4	61.9
Afrique centrale	2.8	4.0	8.8	5.4	6.9	6.4	9.8	7.8	10.0	14.9	15.1	14.0	14.7
Afrique de l'Est	7.7	8.4	10.9	12.9	14.6	18.3	21.3	23.7	23.5	22.3	24.4	28.2	29.6
Afrique australe	11.6	11.5	12.7	19.1	20.2	31.3	31.8	16.9	34.8	28.1	24.6	38.6	45.3

Note : la somme des groupements sous régionaux ne correspond pas au total des flux externes car l'APD comprend également des flux non alloués pour l'Afrique. (e) estimation, (p) prévisions.

Source : CAD/OCDE ; Banque mondiale ; FMI ; et données des Perspectives économiques en Afrique. Estimations de l'auteur pour les données relatives à l'APD en 2012/13 basées sur le taux d'augmentation prévu de l'aide-pays programmable (APP) tiré du rapport 2012 de l'OCDE sur la prévisibilité de l'aide. Prévisions pour 2013 – IDE et investissements de portefeuille : FMI ; transferts des migrants : Banque mondiale. Ce tableau ne tient pas compte des prêts des banques commerciales, des prêts du secteur public ni des crédits commerciaux.

Investissements étrangers

D'après les *Perspectives de l'économie mondiale* (WEO) du Fonds monétaire international (FMI), les IDE vers l'Afrique sont repartis de plus belle en 2012, atteignant pratiquement 50 milliards USD. La Cnuced estime ces flux à 45.8 milliards, en croissance de 6 % par rapport à 2011. Les investisseurs en quête de débouchés se tournent de plus en plus vers l'Afrique, attirés par une croissance soutenue et une classe moyenne en plein essor. Pourtant, les investissements dans le secteur des ressources naturelles resteront le principal moteur de ces flux, tant que les cours conserveront un niveau élevé.

La montée en puissance des opérations Sud-Sud, déjà soulignée dans l'édition 2011 des PEA, représente l'évolution la plus marquante des investissements en Afrique ces dernières années. De nouveaux partenaires sont venus compenser le recul des IDE des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2012 : leur part dans le total des investissements nouveaux annoncés serait passée à 60 %. À l'inverse, les investissements de portefeuille proviennent toujours essentiellement de pays de l'OCDE, en particulier des États-Unis.

Investissements directs

Après trois années consécutives de repli, les IDE vers l'Afrique ont repris en 2012, s'établissant selon les estimations à 49.7 milliards USD, contre 42.7 milliards en 2011 (FMI, WEO, octobre 2012). Cela équivaut à 2.5 % du PIB de l'Afrique, un niveau toujours inférieur à la moyenne de 2.9 % de la décennie précédente. Avec 56.6 milliards USD attendus en 2013, les IDE devraient frôler leur pic historique de 2008. L'Afrique subsaharienne se taillera probablement la part du lion.

Ce redressement des IDE en 2012 doit beaucoup à l'Afrique du Nord et à l'Afrique australe.

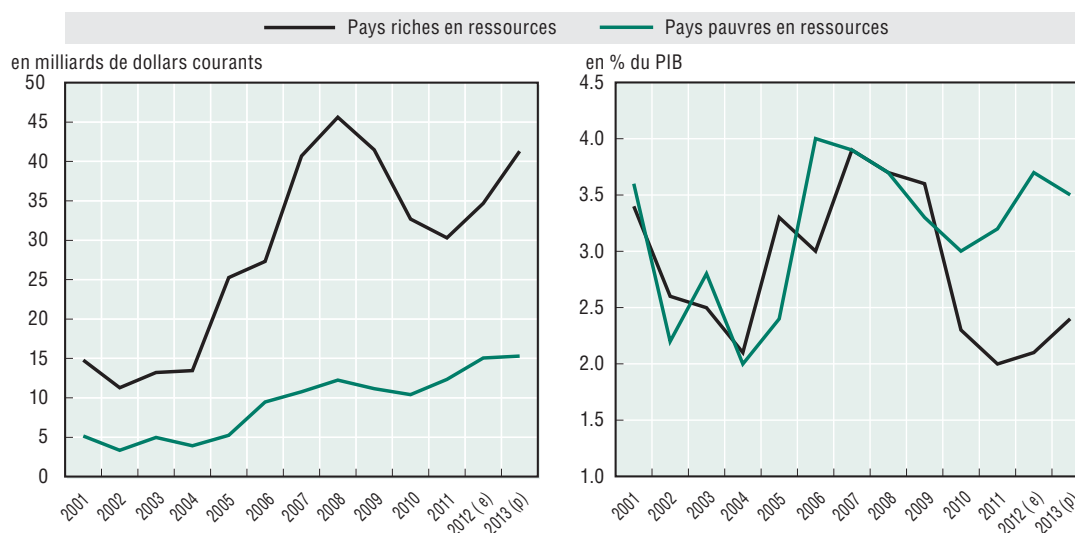


En Égypte et en Libye, l'augmentation serait de respectivement 3.5 milliards et 1.5 milliard USD, liée pour l'essentiel à des projets planifiés, mais suspendus à cause des événements politiques de 2011. Ce coup d'accélérateur ne devrait être que temporaire dans le cas de l'Égypte, l'instabilité persistante dans le pays n'étant guère propice à de nouveaux projets à court terme. L'Afrique du Sud, qui avait vu ses IDE reculer en 2009 et 2010, a confirmé la reprise amorcée en 2011. En Angola, les désinvestissements conjoncturels dans l'industrie pétrolière se sont atténués, passant de -5.6 milliards USD en 2011 à -1.4 milliard en 2012 selon les estimations. Ils portent sur le rapatriement des bénéficiaires et le remboursement des emprunts.

En 2012, les flux internationaux d'IDE vers les pays en développement ont pour la première fois supplanté les flux vers les pays développés, en recul de 32 % (Cnuced). La part de l'Afrique dans les IDE internationaux est en hausse en 2012, à 3.8 %, contre 2.7 % en 2011 – le plus bas niveau de toute la décennie. La part du continent dans les IDE aux pays en développement augmente elle aussi, de 6.1 % en 2011 à un taux estimé de 7.3 % en 2012. Ces chiffres restent néanmoins inférieurs aux records de l'année 2009, où l'Afrique avait capté 4.4 % des flux internationaux et 10.1 % des IDE destinés aux pays en développement.

Les IDE en Afrique privilégient toujours les pays riches en ressources et les industries extractives (figure 2.4a)⁴. La part des pays riches en ressources dans le total de ces flux s'est élevée à 70 % en 2012, pour une moyenne de 76 % sur la décennie. En phase avec l'évolution des cours internationaux des matières premières, les IDE vers ces pays ont été plus volatiles et restent exposés à des chocs futurs. Cependant, la part des IDE dans le PIB des pays pauvres en ressources est supérieure (3.5 %) à celle des pays riches en ressources (2.4 %, figure 2.4b). En 2013, la valeur des IDE vers les pays pauvres en ressources devrait tripler par rapport à 2001.

Figure 2.4. Comparaison des apports d'IDE dans les pays riches en ressources et dans les pays pauvres en ressources



Note : Calculs des auteurs basés sur CNUCED (WIR 2012) ; FMI (WEO 2012).

Source : (e) estimations et (p) prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815074>

La hausse des investissements en provenance des économies émergentes est l'une des évolutions les plus notables de ces dix dernières années. Selon la base de données de *fDi Markets* sur l'investissement transfrontalier, les opérations Sud-Sud ont constitué pour



la deuxième année consécutive la majorité des nouveaux investissements annoncés en Afrique⁵. En recul en valeur de 43.7 à 24.9 milliards USD entre 2011 et 2012, leur part dans ce total a néanmoins progressé, passant de 53 à 61 %.

L'Inde, suivie par les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar, a apporté jusqu'à 60 % de ces nouveaux investissements Sud-Sud à l'Afrique en 2012. Les EAU détiennent le record sur la période 2003/12, avec quelque 133 milliards USD pour des projets totalement nouveaux (soit environ 30 % du total des investissements Sud-Sud sur la période). Les investissements annoncés par les EAU ont atteint un sommet en 2007/08. Ils portent surtout sur les infrastructures portuaires et touristiques ainsi que les télécommunications. L'Inde et la Chine arrivent derrière, avec respectivement 52 et 45 milliards USD (pour une analyse plus approfondie de ces questions, voir le chapitre thématique de l'édition 2011 des PEA sur les partenaires commerciaux émergents du continent).

La part des pays de l'OCDE dans les IDE vers l'Afrique, en recul, est passée de 33 à 21.9 milliards USD entre 2010 et 2011. Cette tendance explique la lenteur relative de la reprise des flux d'IDE en Afrique après la crise de 2008, par rapport aux flux internationaux d'IDE. Avec respectivement 5.7 et 5.1 milliards USD en 2011, la France et les États-Unis sont les deux plus gros investisseurs sur le continent, devant l'Italie et l'Allemagne. Sur la période 2005-11, les États-Unis se classent en tête (37 milliards USD), suivis par la France et le Royaume-Uni (environ 31 milliards USD chacun).

Les fusions et acquisitions nettes en Afrique ont chuté d'environ 10.7 % en 2011, à 7.2 milliards USD (Cnuced, 2012), un chiffre inférieur à la moyenne des cinq dernières années (10.3 milliards). En Afrique du Sud, elles ont progressé de 3.9 à 5.2 milliards USD, dépassant la moyenne du pays sur les cinq dernières années. L'Afrique du Sud reste la destination privilégiée des fusions et acquisitions en Afrique, suivie par l'Égypte et le Nigeria (609 et 539 millions USD). La valeur moyenne des opérations pour les trois dernières années est en recul par rapport aux trois ans précédant la crise économique : 82.2 millions USD pour la période 2009/12 contre 123.7 millions pour la période 2005/08. L'Afrique du Sud fait exception, avec une valeur moyenne en augmentation.

Perspectives des investissements directs en Afrique

Les IDE en Afrique devraient augmenter de plus de 10 % en 2013, un niveau proche de leur record de 2008. L'Afrique australe devrait en être la première bénéficiaire. De nouveaux investisseurs sont attirés par les ressources de l'Angola, du Mozambique et de l'Afrique du Sud. Mais le ralentissement économique mondial laisse planer un doute. L'assainissement budgétaire aux États-Unis et la crise qui s'éternise dans la zone euro freinent la demande mondiale, ce qui pourrait rejaillir sur la demande et les cours des matières premières. La guerre au Mali, l'instabilité dans le nord du Nigeria et l'incertitude politique durable en Égypte risquent d'assombrir les perspectives d'investissements dans ces régions.

Les investissements en quête de nouveaux marchés sur le continent sont, en toute probabilité, appelés à augmenter : les ménages africains disposent d'un pouvoir d'achat supérieur grâce à dix années de croissance soutenue et cette manne séduit de plus en plus, devant celle des ressources naturelles. L'urbanisation rapide des populations alimente aussi la demande pour de nouveaux types de biens et services. La continuité politique et la stabilité des équipes dirigeantes dans les pays à revenu intermédiaire – exception faite de l'Égypte, de la Libye et de la Tunisie – améliorent l'environnement des affaires, ce qui favorise des opérations d'investissement à plus long terme. Mais tant qu'une demande mondiale soutenue en ressources maintient les cours des matières premières à des niveaux élevés, les investissements dans ce secteur devraient rester le principal moteur des IDE en Afrique.



Encadré 2.1. Améliorer l'attractivité de l'Afrique : l'Initiative Nepad-OCDE pour l'investissement en Afrique

Sur la période 2011/12, l'initiative conjointe entre le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) et l'OCDE pour l'investissement en Afrique a achevé quatre examens des politiques d'investissement (EPI) de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern Africa Development Community - SADC*) : Mozambique, Botswana, Tanzanie et Maurice. Un cinquième EPI est en cours, au Nigeria. L'année 2012 aura été riche de signes encourageants attestant de l'impact politique de ces travaux :

- À Maurice, le processus budgétaire a intégré plusieurs des recommandations avancées dans l'EPI, dont la réunion des réglementations en matière d'investissement dans un seul texte de loi, l'actualisation du modèle de traité bilatéral d'investissement et la rationalisation de la gestion administrative des droits de propriété intellectuelle. Elles devraient être mises en œuvre en 2013.
- Le Botswana envisage de rassembler tous les textes relatifs à la protection des investisseurs et aux restrictions au sein d'un code d'investissement, une décision qui était au cœur des recommandations de l'EPI.
- En Tanzanie, l'EPI sert de base à la révision de la loi de 1997 sur l'investissement et de la politique nationale d'investissement 1996/2013.
- À la suite des recommandations de l'EPI en matière d'infrastructures, les autorités du Mozambique ont exprimé leur intérêt pour un programme de formation sur la préparation et la mise en œuvre de partenariats public/privé dans le secteur de l'énergie.
- À l'échelle de la région, les 14 pays membres de la SADC ont fait du cadre d'action pour l'investissement (CAI) de l'OCDE, dont s'inspirent les EPI, leur référence pour leur politique régionale d'investissement. L'Initiative travaille avec le secrétariat de la SADC pour mettre au point un cadre régional afin de renforcer la compétitivité et la coordination des politiques d'investissement.
- Le travail de l'Initiative sur les politiques d'incitation à la participation du secteur privé dans le développement des infrastructures a permis de mettre en lumière des problèmes communs à toute l'Afrique australe.

Source : Initiative Nepad-OCDE pour l'investissement en Afrique.

Flux sortants d'IDE africains

Selon la Cnuccd (2012), l'investissement total de pays africains dans d'autres pays a été divisé par deux entre 2011 et 2012, à 3.5 milliards USD. Depuis dix ans, l'Afrique du Sud s'est imposée comme un investisseur de premier plan en Afrique, ses opérations représentant en 2011 l'équivalent de 6 % de son PIB (FMI). Ses destinations privilégiées sont Maurice et le Nigeria – Maurice servant de porte d'entrée aux investissements dans des pays tiers. Le Fonds pour la renaissance africaine et la coopération internationale de l'Afrique du Sud (*African Renaissance and International Cooperation Fund – ARICF*) prend une importance particulière.

La valeur des nouveaux investissements intra-africains annoncés a marqué un recul en 2012, à 3.1 milliards USD – contre une moyenne de 11 milliards ces trois dernières années (*fDi Markets*). Les investisseurs africains représentaient 7.7 % du total des nouveaux projets annoncés en Afrique en 2012. Avec 27.3 milliards USD, l'Afrique du Sud a financé 45 % de ces investissements entre 2003 et 2012, devant Maurice et l'Égypte (7.8 milliards chacun), le Kenya (6 milliards) et le Nigeria (5.4 milliards).



IDE régionaux

Les IDE vers pays d'Afrique du Nord ont doublé en 2012, sur fond de prudence des investisseurs. Le principal risque pour 2013 est lié à l'opacité et à l'absence de prévisibilité des politiques économiques régionales. En **Égypte**, la concrétisation de deux des nouveaux projets d'IDE parmi les plus importants du continent annoncés en 2012 (plus de 5 milliards USD) dépendra du retour à la stabilité politique et de la signature d'un accord de prêt avec le FMI⁶. Pour la première fois, le **Maroc** aurait bénéficié en 2012 d'IDE supérieurs à 3 milliards USD, signe que les investisseurs accueillent favorablement les réformes mises en œuvre et apprécient la stabilité du pays. Conformément à son programme Vision 2020, le Maroc entend diversifier ces apports dans le textile, les composants électroniques, les services *offshore* et le tourisme. L'investissement récent de 1 milliard USD par le groupe français Renault dans une usine d'assemblage devrait attirer d'autres financements dans le secteur automobile. En **Tunisie**, l'incertitude entourant les politiques économiques et la complexité du code d'investissement rejaillissent sur la confiance des investisseurs.

Tableau 2.2. Flux d'IDE vers les différentes régions d'Afrique
(en milliards de dollars courants)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (e)	2013(p)
Afrique du Nord	4.9	3.2	4.0	5.3	10.7	19.8	21.7	20.9	16.4	13.8	5.8	10.2	10.8
Afrique de l'Ouest	2.0	2.8	3.3	3.2	6.3	6.9	9.5	12.4	13.5	11.7	16.1	15.1	16.0
Afrique centrale	1.5	2.2	2.7	2.2	2.7	2.7	5.8	4.0	6.1	9.4	8.4	8.2	8.1
Afrique de l'Est	1.6	1.6	2.5	2.8	4.1	5.6	5.4	5.3	4.4	4.5	4.8	6.6	7.3
Afrique australe	9.9	4.8	5.7	3.8	6.7	1.8	9.2	15.3	12.3	3.7	7.6	9.5	14.3

Note : (e) estimations et (p) prévisions.

Source : CNUCED (WIR 2012) ; FMI (WEO 2012) pour les estimations et les prévisions.

En 2012, l'Afrique de l'Ouest est restée la première destination des IDE en volume (15.1 milliards USD selon les estimations), en priorité dans le secteur des ressources naturelles : au **Nigeria**, en **Guinée**, au **Ghana** et au **Niger**, ce secteur aurait capté environ 88 % du total des IDE à la région. Le projet entièrement nouveau le plus important annoncé en 2012 au **Nigeria** (pour doper la production pétrolière) a atteint près de 2 milliards USD. Les autres nouveaux projets importants dans ce pays concernaient les industries manufacturières et le secteur de l'information et de la communication, signe d'un début de diversification. Les investissements de portefeuille y ont redémarré en 2012, dépassant des apports d'IDE, en recul tendanciel. La baisse des coûts de transaction sur la place boursière du Nigeria pourrait aussi avoir un impact bénéfique sur les flux de portefeuille. Si cette tendance devait se confirmer, le Nigeria s'exposerait au risque d'inversion subite des apports de capitaux. Le **Ghana** va probablement continuer d'attirer des investissements pour la prospection et l'exploitation pétrolières. Le succès rencontré par l'émission d'obligations par le Ghana en janvier 2012, toutes les demandes n'ayant pu être satisfaites, traduit la solide confiance des investisseurs dans l'économie du pays. Au **Togo**, les perspectives de privatisation devraient attirer des investissements supplémentaires. En revanche, l'instabilité qui règne au Sahel et dans le Nord du Nigeria fait planer de sérieuses inquiétudes.

Les apports d'IDE à l'Afrique centrale sont restés stables en 2012, autour de 8 milliards USD, et la situation ne devrait guère évoluer en 2013. Les principales destinations restent la **République démocratique du Congo (RDC)**, le **Congo** et la **Guinée équatoriale**, en raison de leurs richesses naturelles. À brève échéance, ces trois pays devraient continuer de capter 80 % des IDE à la région. Depuis dix ans, la part des IDE dans le PIB de l'Afrique centrale s'est établie en moyenne à 6.4 %. Soit environ deux fois plus que la moyenne observée ailleurs sur le continent, signe du rôle des ressources naturelles – et notamment du pétrole – dans la croissance économique régionale.



Selon les estimations, l'Afrique de l'Est aurait attiré 6.6 milliards USD d'IDE en 2012, mieux que son record de 2006 (5.6 milliards). Avec la découverte récente de nouvelles ressources en **Tanzanie**, en **Ouganda** et au **Kenya**, les IDE devraient dépasser la barre des 7 milliards USD en 2013. Au Kenya, l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, l'amélioration des infrastructures et l'intégration régionale devraient déclencher de nouveaux investissements. Les avancées obtenues à travers le Partenariat d'échanges et d'investissements entre les États-Unis et la Communauté de l'Afrique de l'Est (*East African Community - EAC*) pourraient déclencher des IDE à moyen terme, notamment dans les secteurs de la banque et des télécommunications, en plein essor au Kenya.

Les IDE en Afrique australe devraient connaître une nette embellie en 2013, dopés par le secteur pétrolier en **Angola** et l'énergie en Afrique du Sud. En juillet 2012, *Exxon Mobil* a annoncé des projets d'investissement en Angola, à hauteur de 2.5 milliards USD, pour une nouvelle installation d'extraction de pétrole. Le nouveau cadre juridique du pays devrait renforcer la transparence et donner des garanties aux investisseurs et contribuer ainsi au développement des activités d'extraction ainsi qu'à la diversification de l'économie. Les investissements chinois en Angola, soutenus, restent concentrés dans le pétrole, l'agriculture et le bâtiment et travaux publics (BTP). La découverte récente d'importants gisements de gaz *offshore* au **Mozambique** pourrait donner le signal d'apports soutenus d'IDE dans les décennies à venir (voir le volet thématique). La libéralisation du secteur de l'énergie de l'**Afrique du Sud** devrait faciliter les investissements directs dans les activités de production. Dès février 2012, le groupe indien *JSW Energy* annonçait un nouveau projet de 800 millions USD pour la construction d'une centrale. L'investissement dans les ressources minières considérables du pays pourrait être freiné par les revendications de hausse de salaires, les menaces de grèves et le coût prohibitif de l'électricité. Le débat actuel sur la nationalisation des ressources naturelles ne fait que renforcer cette incertitude politique.

Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont nettement rétablis en 2012, à 20.1 milliards USD selon les estimations, contre 7.49 milliards en 2011 (FMI, 2012). Le FMI table sur une nouvelle augmentation en 2013, à 26.2 milliards USD, au-delà du niveau d'avant la crise (22.5 milliards en 2006). Cette performance est à imputer pour l'essentiel à l'Afrique du Sud, où les entrées de portefeuille ont triplé entre 2011 et 2012, de 6.5 à 18.5 milliards USD – un niveau proche de celui de 2006, avant la crise (21.3 milliards). Avec 6.7 milliards USD, le Nigeria se classe en deuxième position. Ensemble, ces deux pays ont récupéré 95 % du total des apports de portefeuille à l'Afrique en 2012. Selon le FMI, leur part dans le total des IDE à l'Afrique devrait progresser, de 40 % en 2012 à 46 % en 2013.

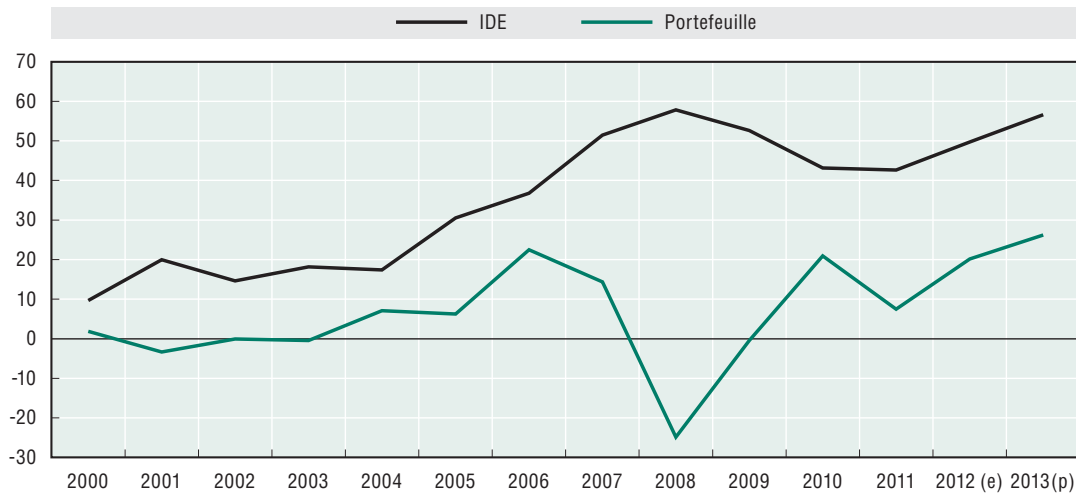
Les flux de portefeuille sortants sont en recul, de 8.5 milliards USD en 2011 à environ 6.5 milliards en 2012. L'Afrique du Sud et l'Angola sont à l'origine de 78 % de ces investissements, avec des volumes respectifs de 3.9 milliards et 1.2 milliard USD. Pour la deuxième année consécutive, le solde des investissements de portefeuille de l'Égypte a été négatif. Le FMI estime à 3.9 milliards USD les flux sortants du pays en 2012 – une tendance dangereuse pour l'économie égyptienne, liée à l'instabilité politique qui a suivi le départ forcé du président Hosni Moubarak en 2011. Le même phénomène a touché la République démocratique du Congo (RDC) et la Libye, avec des flux négatifs respectifs de 2 milliards et 0.4 milliard USD.

Les stocks d'investissements de portefeuille en Afrique restent extrêmement concentrés. L'Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (Ecip) du FMI, réalisée en 2009, évalue à 200 milliards USD l'encours de ces investissements en Afrique⁷, soit environ cinq fois l'encours estimé dix ans auparavant, signe de l'importance grandissante de ces apports pour le continent. Plus de 80 % concernent l'Afrique du Sud et l'Afrique du Nord, la première captant à elle seule 70 % des montants – une proportion identique depuis dix ans. Maurice confirme depuis plusieurs années son rôle de porte d'accès à l'Afrique pour les investisseurs,




avec un encours de 15 milliards USD, arrivant à la deuxième place après l'Afrique du Sud. En 2011, les États-Unis détenaient le plus important stock d'investissements de portefeuille en Afrique, d'une valeur de 86 milliards USD, soit 43 % du total.

Figure 2.5. IDE et investissements de portefeuille en Afrique
(en milliards de dollars courants)



Note : Cnucead (WIR) ; FMI (WEO).

Source : (e) estimations et (p) prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932815093>

Aide publique au développement

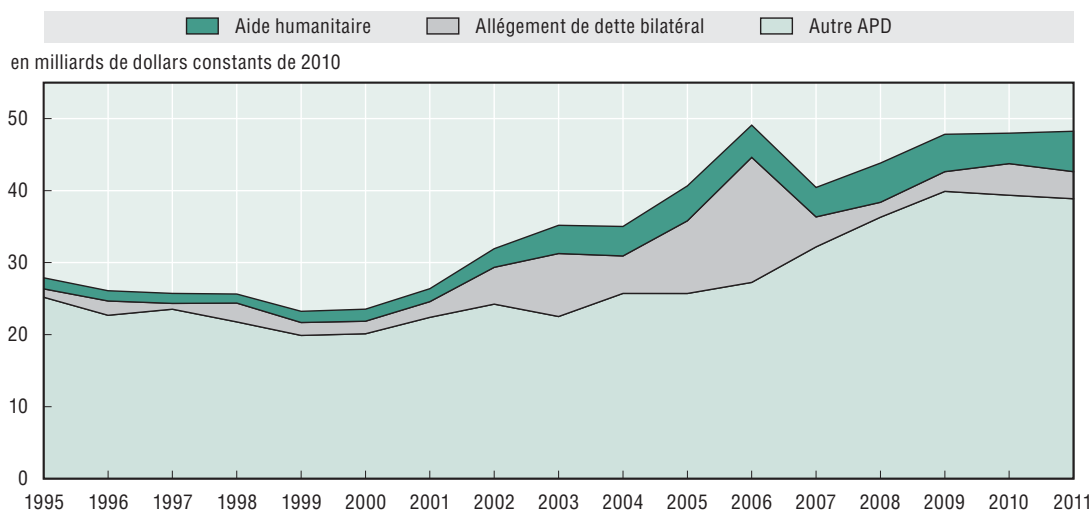
Selon les derniers chiffres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'APD nominale à l'Afrique est passée de 47.9 milliards USD en 2010 à 51.2 milliards en 2011, soit une augmentation en volume de 0.6 % en dollars constants de 2010. Il s'agit là d'un record absolu en valeur nominale, qui s'explique par une aide bilatérale nominale de 3.22 milliards USD entre 2010 et 2011. Cela vient compenser le recul de l'aide multilatérale pour la deuxième année consécutive, passée de 18.3 milliards USD en 2010 à 17.9 milliards en 2011.

Pour l'instant, les pays africains n'ont pas été touchés par les fortes baisses d'APD en proportion de l'APD nette totale, qui a reculé de 2.7 % en termes réels – une première depuis 1997. De fait, en termes réels, les versements nets d'APD à l'Afrique ont conservé leur niveau de 2010 (figure 2.6), même si l'on observe des différences selon les types de versement. L'aide bilatérale affectée à des programmes et projets de développement (abstraction faite des allègements de dette et de l'aide humanitaire) perd du terrain pour la deuxième année consécutive. En revanche, le record atteint par l'aide humanitaire – à 5.6 milliards USD – a compensé les mauvaises performances dans les autres composantes de l'aide bilatérale. Les remises de dettes bilatérales sont tombées à 3.8 milliards USD en 2011, contre 4.4 milliards en 2010 et une moyenne de 3.8 milliards USD entre 2000 et 2010.

En termes nominaux, les volumes d'aide du CAD/OCDE sont ressortis à 134 milliards USD en 2011, contre 128.5 milliards en 2010, soit 0.31 % du revenu national brut (RNB) global des pays membres du CAD (pour 0.32 % en 2010). Ce recul relatif traduit les pressions budgétaires grandissantes dans les pays donateurs. Seize pays ont taillé dans leurs budgets d'APD. L'Autriche, la Belgique, la Grèce, le Japon et l'Espagne ont été les plus radicaux. Dans ce contexte, la part de l'Afrique dans le total de l'APD nette (bilatérale et multilatérale imputée) s'est établie à 38 %, en hausse par rapport à la moyenne de 37 % sur la période 2000-10.



Figure 2.6. APD nette totale à l'Afrique



Source : CAD/OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815112>

L'APD bilatérale nette des pays du CAD constitue toujours l'essentiel du total de l'APD à l'Afrique en volume. Cette part est restée stable au cours des cinq dernières années, autour de 64 %. L'APD multilatérale représente environ 35 % du total net, les 1 % restants étant attribués aux pays non membres du CAD.

Au sein du CAD, les petits pays donateurs à l'Afrique ont eu tendance à réduire leur aide. Mais en 2011, la hausse de l'aide des plus gros donateurs du CAD à l'Afrique est encore parvenue à compenser ce recul : États-Unis (9.4 milliards USD), France (4.6 milliards), Royaume-Uni (3.4 milliards) et Allemagne (2.6 milliards). Ces quatre pays ont tous augmenté leur APD au continent, à hauteur de 61 % de toute l'APD bilatérale des pays du CAD à l'Afrique. Dix pays membres du CAD ont réduit la voilure en 2011, le recul de l'APD à l'Afrique étant particulièrement fort en Autriche (-50 %), en Grèce (-47 %) et en Espagne (-44 %).

Perspectives de l'APD : l'aide-pays programmable

Selon la dernière enquête sur les plans prospectifs de dépense des donateurs du CAD/OCDE, les volumes d'aide-pays programmable (APP) à l'Afrique devraient se stabiliser en 2013 autour de 41.9 milliards USD⁸. Pour 2014 et 2015, l'enquête prévoit un recul de l'APP à l'Afrique, à respectivement 40.5 et 39.6 milliards USD. Ce sont là des valeurs légèrement supérieures à celles enregistrées lors du dernier pic de juin 2009 (39 milliards USD). En 2012, l'APP à l'Afrique aurait augmenté, passant de 37.6 milliards (2011) à 41.1 milliards. Ce scénario repose sur l'augmentation anticipée des versements des organisations multilatérales, qui reflètent l'effet retard de précédents cycles de reconstitution des ressources afin de permettre aux pays en développement de surmonter les conséquences de la crise.

Globalement, l'APP à l'Afrique devrait rester stable en 2013, mais sa ventilation risque d'évoluer. Les premiers bénéficiaires de cette hausse de l'APP devraient être la RDC, le Kenya et le Sénégal, avec des valeurs respectives de 214 millions USD (+13 %), 167 millions (+7 %) et 102 millions (+13 %). La Guinée-Bissau pourrait profiter d'un bond de 39 % de l'APP, qui traduit la reprise attendue de l'APD après sa suspension, entraînée par la tentative de coup d'État d'avril 2012. Les plus fortes baisses devraient concerner la Côte d'Ivoire, le Rwanda et l'Éthiopie, avec respectivement 111 millions USD (-20 %), 92 millions (-8 %) et 83 millions (-3 %).



L'APP par habitant en 2012 devrait gagner du terrain, de 37 à 39 USD, sous l'effet de l'augmentation des allocations aux pays très peuplés comme le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et l'Égypte. À compter de 2013, l'APP par habitant va refluer, plombée par une pression démographique soutenue et la stagnation des apports. Cette évolution mettrait fin à une augmentation tendancielle de l'APP par habitant depuis dix ans.

La part de l'Afrique dans l'APP mondiale devrait augmenter en 2012, à 42 % (41 % en 2011), faisant pour la deuxième année consécutive du continent une destination plus attractive que l'Asie (38.8 milliards USD, soit 40 % du total). L'écart devrait disparaître à l'horizon 2015, les deux régions attirant alors chacune quelque 39.5 milliards USD d'APP, soit environ 41 % du total.

La baisse tendancielle de l'APP est le signe qu'à court terme, les volumes d'APD à l'Afrique resteront au mieux stables en valeur nominale – un scénario qui s'explique largement par les pays à faible revenu censés bénéficier d'une part relative supérieure de l'APD mondiale, et qui représentent la moitié des pays africains.

D'importants facteurs de risque persistent à court terme, qui pourraient assombrir ces perspectives. Les contraintes budgétaires dans les pays donateurs devraient se prolonger pendant plusieurs années. En avril 2012, un rapport de l'OCDE notait que les États-Unis et le Royaume-Uni devront procéder à des coupes budgétaires, pour maintenir un niveau d'endettement viable à l'horizon 2050. Ces deux pays ont fourni environ 32 % de l'APD totale à l'Afrique en 2011. Des travaux de l'OCDE (1996) sur l'impact de la récession sur les budgets de l'aide ont montré l'existence d'un décalage de trois à cinq ans entre une récession économique et son impact sur l'aide internationale. En outre, les événements actuels au Sahel et en Afrique du Nord vont inciter les partenaires au développement à revoir une partie de leurs projets d'APD.

Encadré 2.2. Pays sous-aidés

Il n'existe pas de consensus quant à ce qui constitue un pays « sous-aidé ». Cette insuffisance de l'aide peut être absolue ou relative. Le fait de ne pas recevoir une aide suffisante en termes absolus signifie que le pays est incapable de financer ses besoins pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ou d'autres objectifs de développement – un cas de figure somme toute banal. Le CAD/OCDE définit quant à lui cette notion d'insuffisance de l'aide pour les pays à faible revenu en termes relatifs – tel pays recevant moins d'aide que tel autre aux caractéristiques et besoins similaires.

Certains pays sont « sous-aidés » en partie par manque de concertation entre donateurs sur les incitations individuelles, les cadres et les priorités. Ceux qui fournissent une aide au développement tiennent rarement compte des décisions d'autres acteurs au moment de définir leurs propres budgets. Le choix récent de plusieurs donateurs de concentrer leur aide au développement sur un nombre plus restreint de pays a aggravé cette situation, certains se retirant au même moment du même pays. Il n'existe par ailleurs pas de cadre consensuel ou de mécanisme de coordination pour les prestataires du développement en quête d'analyse des schémas d'allocation de l'aide.

Le CAD/OCDE a mis au point une méthodologie et conçu un cadre initial pour identifier les pays potentiellement sous-aidés, qui s'appuient sur des travaux antérieurs de la Banque mondiale. Il s'inspire de quatre modèles d'allocation de l'aide bien connus, en fonction des besoins, de la pauvreté et/ou de la performance des institutions. Deux d'entre eux – le modèle MCARB-1 (Montants cibles pour l'allocation de ressources de



base) et le modèle IDA-15 d'allocation des ressources basée sur la performance – sont respectivement appliqués par le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) et par la Banque mondiale. Le modèle égalitaire et le modèle d'allocation optimale de l'aide pour lutter contre la pauvreté de Collier/Dollar sont plus théoriques, même s'ils sous-tendent en partie d'autres approches de l'allocation de l'aide. Ces modèles vont de postulats simplistes reposant sur une aide par habitant identique à des formules plus sophistiquées en fonction des performances passées du pays sur le plan des institutions, du niveau de pauvreté et de la richesse. Le montant d'aide que ces pays recevraient si toute l'aide était allouée en fonction de ces quatre modèles est comparé au volume effectif d'aide que ces pays reçoivent actuellement. Les pays qui reçoivent nettement moins d'aide que les volumes recommandés par ces modèles en fonction leurs besoins et de leurs performances institutionnelles composent ce groupe de pays « sous-aidés ».

Selon les données les plus récentes, neuf pays sont potentiellement sous-aidés si l'on applique les critères d'allocation de l'aide en fonction des besoins et des performances : le Bangladesh, le **Burkina Faso**, la **Gambie**, la **Guinée**, **Madagascar**, le **Malawi**, le Népal, le **Niger** et le **Togo**. Tous font partie des pays les moins avancés (PMA) et affichent un retard conséquent dans la réalisation des OMD. Leurs capacités institutionnelles sont par ailleurs réduites. L'essentiel de l'aide leur parvient sous forme de dons et de prêts concessionnels, accordés par des organisations multilatérales. En outre, si l'on applique les mêmes critères, la plupart d'entre eux semblent être en manque d'aide chronique depuis au moins cinq ans. Le Forum de haut niveau du CAD, en décembre 2012, a accepté d'exercer un suivi systématique des pays sous-aidés et l'OCDE jouera donc un rôle crucial dans la définition de cette méthodologie.

Source : OECD/DAC (2012), *Identification and Monitoring of Potentially Under-aided Countries*.

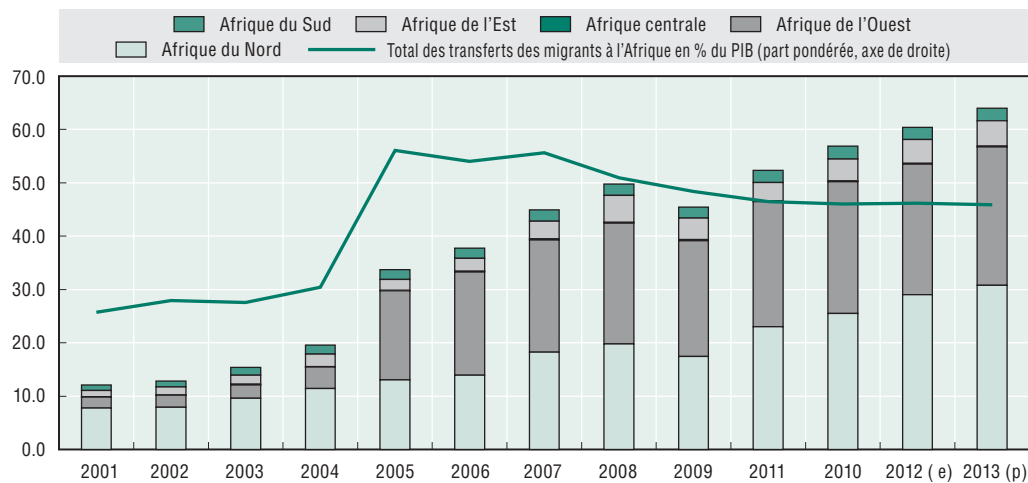
Transferts des migrants

L'année 2012 marque un tournant pour les transferts des migrants, qui deviennent la première source d'apports financiers extérieurs à l'Afrique, devant les IDE et l'APD. On estime que 13 % des transferts en Afrique subsaharienne proviennent d'autres pays africains (BAfD), pour un montant de 60.4 milliards USD, contre 56.9 milliards en 2011 (Banque mondiale). C'est le troisième record consécutif depuis la crise financière mondiale de 2009. Les transferts à l'Afrique ont représenté 11 % des transferts mondiaux en 2012, contre 8 % en 2001 – une estimation qui n'intègre pas les flux non répertoriés transitant à des travers des canaux formels et informels. L'ampleur véritable des transferts des migrants à l'Afrique est sans doute bien supérieure⁹. Pour quelque 120 millions d'Africains, ils constituent un appui important à la consommation ainsi qu'aux dépenses d'éducation et de santé.

La répartition des transferts entre pays africains s'avère très inégale (figure 2.7) : en 2012, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ont capté 89 % du total, en hausse par rapport au début des années 2000, où cette part s'établissait en moyenne à 80 %. Ces chiffres s'expliquent par la proximité de ces pays avec l'Europe et par la taille de leurs populations. Ensemble, le Nigeria et l'Égypte représentent 64 % du total des transferts à l'Afrique (respectivement 21 et 18 milliards USD). Le Soudan, le Kenya et l'Afrique du Sud sont les seuls pays parmi les autres régions à recevoir plus d'un milliard de dollars de transferts, avec des chiffres respectifs de 1.4, 1.3 et 1.1 milliard USD.



Figure 2.7. Transferts des migrants à l'Afrique
(en milliards de dollars courants)



Note : (e) estimations, (p) prévisions.

Source : Banque mondiale (2012). Calculs des auteurs pour 2012 et 2013 à partir des projections de la Banque mondiale.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815131>

L'Afrique du Nord a absorbé 90 % de la hausse des transferts des migrants observée en 2012, de 3.9 milliards USD, l'Afrique de l'Est ayant attiré le reste (400 millions). Cela équivaut à une progression de 10 % par rapport à 2011. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe ont vu leur part reculer respectivement de 1 et 9 %. En cause, une baisse des transferts en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Afrique du Sud et au Mozambique.

Tableau 2.3. Contribution moyenne des transferts des migrants au PIB
(15 premiers pays africains)

	Moyenne (2005/11) %
Lesotho	35.4
Nigeria	10.4
Sénégal	10.4
Cap Vert	10.4
Togo	10.3
Gambie	9.0
Liberia	7.9
Maroc	7.7
Égypte	5.3
Guinée-Bissau	5.1
Tunisie	4.4
Mali	4.4
Ouganda	4.3
Bénin	3.6
Soudan	3.6

Source : Calculs des auteurs à partir des données de la Banque mondiale.

L'importance des transferts des migrants dans le PIB de chaque pays est elle aussi très variable : si la part moyenne en 2012 était égale à 3 % du PIB – un chiffre stable depuis dix ans – pour certains pays, ces apports constituent un pilier essentiel de la croissance. Le tableau 2.3 présente les quinze pays africains ayant la plus forte proportion de transferts dans le PIB sur la période 2005/11. L'importance de ces apports pour l'économie du Lesotho tient au nombre de migrants partis travailler en Afrique du Sud.



Les transferts intra-africains sont passés de 3 milliards USD en 2000 à 5.7 milliards en 2011. Mais leur part dans le total des transferts à l'Afrique a reculé, de 25 à 10 % sur la même période. L'Afrique du Sud est une destination phare pour les migrants et vient en tête des pays d'origine des transferts intra-africains en 2011, avec 1.4 milliard USD (Banque mondiale).

Depuis 2008, l'Afrique détient le record mondial du coût d'expédition des transferts depuis l'étranger : en 2012, un transfert revenait en moyenne à 12.4 % du montant expédié, contre seulement 6.6 % pour l'Asie du Sud (base de données de la Banque mondiale sur le coût des transferts d'argent dans le monde). Les destinations les plus chères sont l'Afrique du Sud (20.7 %), la Tanzanie (19.7 %) et le Ghana (19 %). La communauté internationale risque d'avoir du mal à tenir son engagement de réduire les coûts des transferts de 5 % d'ici 2014¹⁰. Pourtant, selon les calculs de la Banque mondiale, cela reviendrait à économiser jusqu'à 4 milliards USD par an.

L'initiative *Send Money Africa* indique qu'une concurrence accrue pour les transferts transfrontaliers permettrait de réduire les coûts de transaction. Les banques sont souvent le seul circuit financier auquel ont accès les migrants africains – alors que ce sont les prestataires les plus coûteux pour ce type de services. Des obstacles réglementaires freinent l'introduction de solutions alternatives qui seraient meilleur marché, comme les transferts par téléphone portable (*mobile banking*). L'exemple de M-Pesa au Kenya et en Tanzanie atteste du succès de ces initiatives, mais les failles réglementaires entre le secteur des télécommunications et le secteur financier compliquent la banalisation des transferts internationaux via les mobiles. De plus, il faudrait renforcer la transparence des informations pour aider les clients à prendre leurs décisions en toute connaissance de cause.

Les décideurs politiques sont encore loin d'avoir exploré toutes les possibilités pour exploiter les transferts des migrants au service du développement productif. Des politiques qui réduisent le coût des services de transfert pourraient contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer l'inclusion financière des ménages ruraux, victimes en général d'un rationnement du crédit. À l'échelle macroéconomique, les transferts « formels » pourraient financer le développement et faciliter l'accumulation de capital financier et humain en augmentant les dépenses d'éducation et de santé. Le risque de « syndrome hollandais » persiste néanmoins, du fait de l'appréciation des monnaies provoquée par l'importance des transferts des migrants. Il ne faudrait pas que cela vienne saper la compétitivité des secteurs non traditionnels, ni freiner les changements structurels tant attendus.

Perspectives pour les transferts des migrants

Selon la Banque mondiale, les transferts vers l'Afrique devraient continuer de progresser à moyen terme – mais à un rythme moins soutenu qu'entre 2005 et 2010. En 2013, les transferts officiels à l'Afrique devraient augmenter de 6 %, pour atteindre 64 milliards USD, contre une hausse de 7.9 % pour les autres régions en développement. L'importance de la diaspora africaine en Europe, frappée par la crise de la zone euro, peut expliquer ce ralentissement. Au cours des dix dernières années, le taux de croissance moyen des transferts à l'Afrique a atteint 17 %.

Toute aggravation de la récession mondiale et d'éventuels durcissements des politiques vis-à-vis des migrants pourraient assombrir ces perspectives. Pour l'instant, les migrants ont maintenu le volume de leurs transferts, malgré la crise, mais les conditions économiques devenant de plus en plus difficiles, ils seront peut-être appelés à réduire leurs envois. Selon les *Perspectives des migrations internationales 2012* de l'OCDE, le taux de chômage des migrants a progressé plus vite que celui des natifs en France, en Grèce, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni depuis le début de l'année 2009. En Espagne, il est passé à 31.5 %, contre 19.5 % en 2011. Les moins bonnes perspectives d'emploi dans des pays clés comme l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni pourraient compromettre les futurs transferts vers l'Afrique.



Fiscalité

Selon les données de cette édition des PEA, les recettes fiscales des États africains ont atteint un niveau record en 2011, à 513 milliards USD, contre 466 milliards en 2010. Elles représentent 26.8 % du PIB du continent, contre 26.6 % en 2010. La part des recettes fiscales dans le PIB avait atteint un pic en 2008 (31.1 %) au moment de la crise financière, ce qui laisse entrevoir une réelle marge d'amélioration. Les performances de 2011 ont été plombées par le conflit en Libye, où les recettes fiscales, tirées à 90 % du pétrole, ont dégringolé à 13.5 milliards USD, contre 48.6 milliards en 2010.

Entre 2000 et 2011, la part des recettes fiscales dans le PIB en Afrique a augmenté grâce à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 0.3 % (figure 2.8). Les impôts sur les ressources naturelles ont progressé au rythme annuel de 0.9 %. Sur la même période, le poids des impôts directs et indirects dans le PIB s'est accru, avec des TCAC respectifs de 1 et 0.5 %. La part des taxes professionnelles a quant à elle reculé au rythme annuel de 5 %.

En Afrique du Sud, au Lesotho, au Malawi, en Namibie, aux Seychelles, en Zambie et au Zimbabwe, la part des impôts directs dans le PIB dépasse les 10 %. Depuis 2000, l'Algérie, le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda et la Tanzanie sont les pays où la part des impôts directs dans le PIB a le plus progressé – avec un TCAC supérieur à 7 %. À Djibouti, au Maroc, à Maurice, au Mozambique, au Sénégal, aux Seychelles et au Zimbabwe, les impôts indirects contribuent à plus de 10 % au PIB. Le Burkina Faso, le Cap-Vert, les Comores, la Gambie et la RDC affichent le TCAC des impôts indirects dans le PIB le plus soutenu en 2010/11 (supérieur à 10 %). Dans les pays à revenu intermédiaire, les taxes professionnelles ont nettement régressé en proportion du PIB, avec un TCAC situé autour de 6.5 et 7 %. À l'inverse, leur part a progressé dans les pays à faible revenu, avec un TCAC de 0.1 % après 2000.

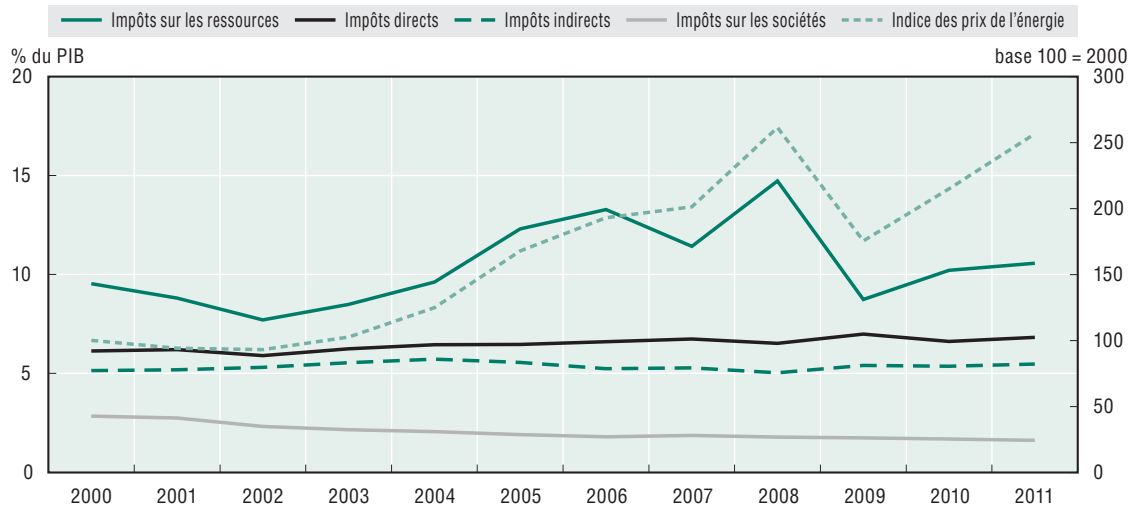
Ressortant à 10.6 % du PIB, les ressources naturelles constituent toujours l'essentiel des recettes fiscales des pays africains : elles ont représenté en moyenne 40 % du total des impôts collectés entre 2008 et 2011, contre une moyenne de 35 % entre 2000 et 2004. En 2011, les impôts sur les ressources correspondent à la moitié de la progression des recettes fiscales. Ils ont assuré plus de 20 % du PIB en 2011 en Algérie, en Angola, au Congo, en Guinée équatoriale, en Libye, au Nigeria et au Tchad. L'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola et le Nigeria – quatre pays riches en ressources – sont à l'origine de plus de 75 % de l'augmentation des impôts collectés en Afrique en 2011.

Cette manne fiscale reste tributaire des aléas des cours internationaux des matières premières (figure 2.8). Portés par le boum des années 2002/08, les impôts sur les ressources ont bondi pendant cette période, de 45 à 230 milliards USD. Mais avec la crise économique de 2009, ils sont retombés à 129 milliards USD. Cette année-là, le dévissage des recettes fiscales a été plus important que pour les investissements étrangers et l'APD. D'où l'importance pour les pays riches en ressources d'adopter une gestion macroéconomique capable d'atténuer l'impact de la volatilité des cours des matières premières sur leurs finances publiques (voir le chapitre thématique).

L'édition 2010 des PEA soulignait que les pays riches en ressources avaient joué un rôle moteur « dans la remarquable augmentation du coefficient de pression fiscale moyen du continent » alors que les pays pauvres en ressources étaient ceux qui avaient réalisé le plus de progrès en matière d'élargissement de l'assiette fiscale. Après l'an 2000, la part dans le PIB des impôts directs et indirects des pays pauvres en ressources a progressé à un TCAC de respectivement 2.7 et 1.9 % – à comparer au taux nettement plus faible enregistré dans les pays riches en ressources : 0.5 et 0.2 % respectivement. De nombreux pays d'Afrique pauvres en ressources ont assumé un risque politique en s'orientant vers des impôts moins consensuels, sur la consommation, les salaires et les profits retirés d'activités ordinaires. Les pays riches en ressources ont pour leur part à peine modifié leur structure fiscale ces dix dernières années. La hausse de leurs recettes fiscales tient surtout aux ressources naturelles.



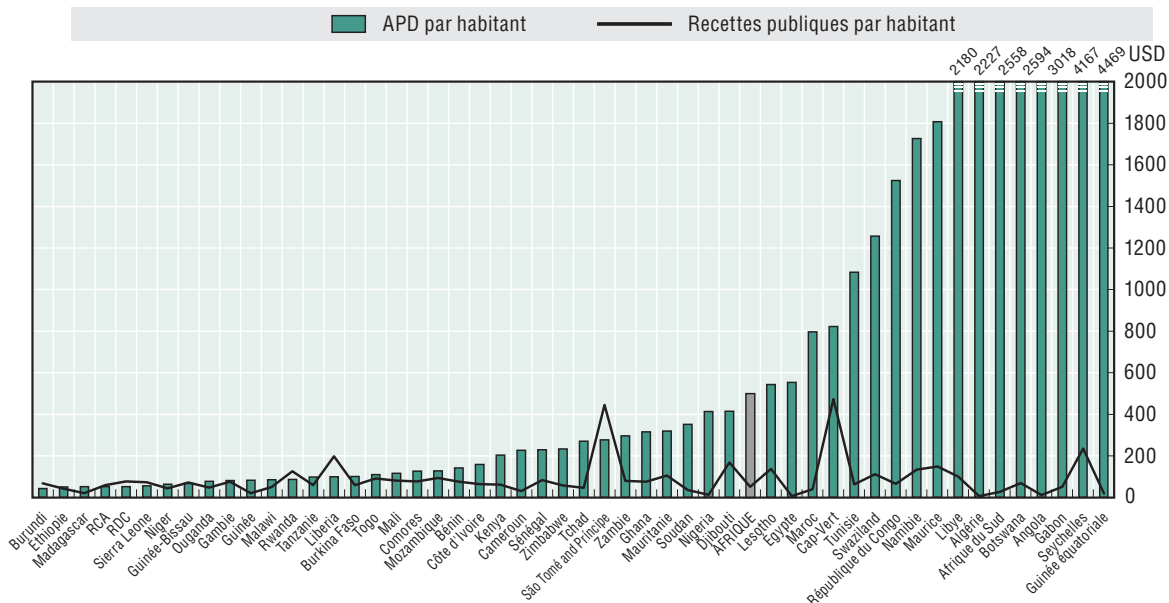
Figure 2.8. Gamme des prélèvements fiscaux en Afrique : montants collectés par type d'impôt, en % du PIB (part pondérée)



Source : Banque mondiale et calculs des auteurs d'après les enquêtes des Perspectives économiques en Afrique 2013. StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815150>

Seuls huit pays du continent continuent d'afficher un ratio d'aide par habitant supérieur à la pression fiscale par habitant. Si l'Afrique était un seul et unique pays, elle aurait levé dix fois plus de recettes fiscales par habitant que de volume d'APD en 2011. Mais la figure 2.9 fait apparaître de profonds écarts d'un pays à l'autre : 32 pays collectent moins de 365 USD par an et par personne. Un tel niveau de rentrées fiscales reste un sérieux handicap pour assurer des services publics de qualité. Huit pays africains en revanche collectent plus de 1 825 USD par an et par personne. Hormis les Seychelles, ils sont tous riches en ressources.

Figure 2.9. Aide et recettes publiques par habitant en Afrique en 2011



Note : Calculs des auteurs basés sur CAD/OCDE ; FMI (WEO) ; et les enquêtes des Perspectives économiques en Afrique 2013. Source : Les recettes publiques recouvrent les impôts directs et indirects, l'impôt sur les sociétés, d'autres impôts et les recettes non fiscales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932815169>



Un gouvernement gagnera en légitimité et en redevabilité en se défaisant de sa dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère, au profit de la mobilisation des ressources intérieures. Un système de finances publiques sain est indispensable pour assurer une croissance rapide, équitable et durable : les recettes gouvernementales doivent financer la sécurité, l'éducation, la santé et les investissements publics sans sombrer dans une spirale inflationniste (Di John, 2009). Une fiscalité juste et efficace oblige l'État à rendre des comptes aux contribuables et favorise un contrat social plus équitable.

De nombreux pays se heurtent à des obstacles tenaces pour augmenter leurs recettes fiscales. Dans la plupart des économies africaines, une part considérable de l'activité est informelle et échappe de ce fait à l'impôt. L'octroi excessif d'avantages fiscaux, une fiscalité inopérante sur les industries extractives et l'incapacité de l'administration fiscale à contrecarrer les pratiques abusives des multinationales, en termes de prix de transfert, ajoutent à la difficulté. Les graves contraintes de capacités des administrations fiscales, conjuguées au manque de confiance de la population quant à l'emploi qui sera fait des sommes collectées, contribuent à une structure de la fiscalité déséquilibrée. Celle-ci dépend d'un arsenal réduit d'impôts pour collecter des ressources. Les recettes tirées de l'extraction découragent en général les pouvoirs publics d'adopter des taxes qui auraient un prix politique supérieur, comme les impôts sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la TVA ou les droits d'accise.

L'édition 2010 des PEA avait souligné l'importance de la progressivité des réformes. À court terme, l'assiette doit être élargie en réduisant les privilèges fiscaux et en négociant une fiscalité plus équitable avec les multinationales. À moyen terme, les capacités des administrations fiscales doivent être renforcées. À long terme, les pays africains doivent améliorer l'équilibre entre les différents impôts. Il s'agit de renforcer définitivement la légitimité budgétaire de l'État, qui doit aller de pair avec un débat public sur une meilleure gouvernance, la transparence et l'utilisation des recettes publiques supplémentaires par le gouvernement.

L'Afrique des nantis et des pauvres

Après un premier record en 2011, les apports financiers extérieurs ont atteint de nouveaux sommets en 2012, à 186.3 milliards USD, tirés par les investissements étrangers et les transferts des migrants. L'APD n'est plus la principale source de financement extérieur pour l'Afrique. L'Afrique subsaharienne tire nettement son épingle du jeu. Elle devient une destination de plus en plus prisée par les capitaux extérieurs depuis la crise économique de 2008. À l'inverse, et à l'exception notable du Maroc, les IDE à l'Afrique du Nord peinent à repartir pleinement, à cause de l'instabilité politique persistante dans la région, qui se double d'une incertitude économique. L'évolution du cours des matières premières, dont on a vu l'importance pour les investissements et les recettes fiscales, sera cruciale pour l'avenir des apports financiers extérieurs à l'Afrique.

Une analyse individuelle des différents flux financiers avant et après la crise de 2008 met en évidence deux grandes tendances : d'un côté, les transferts des migrants sont devenus une source essentielle de financement pour l'Afrique et dépassent pour la première fois l'APD et les IDE ; de l'autre, cette évolution confirme l'intégration croissante du continent avec les économies émergentes – à travers les échanges commerciaux, certes (comme l'avait souligné l'édition 2011 des PEA), mais de plus en plus à travers les investissements. Avec la persistance d'une croissance morose dans les pays de l'OCDE, les investissements proviennent de plus en plus de partenaires émergents. Si cette évolution ouvre de nouvelles perspectives de diversification des échanges et des partenaires, les flux sont toujours attirés par les ressources naturelles du continent.



Cette montée en puissance des apports financiers extérieurs à l'Afrique ne fait que confirmer le dynamisme économique du continent, attesté dans les prévisions, et l'amélioration générale de la gestion macroéconomique. Mais ces flux restent excessivement concentrés : cinq pays représentent plus de 50 % des apports extérieurs totaux – le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc et la RDC. Ces pays très peuplés et riches en ressources offrent un potentiel maximal pour des investisseurs étrangers et, grâce à leurs nombreux ressortissants expatriés, bénéficient de transferts de fonds conséquents.

Par contraste, la moitié des pays africains dépend de l'aide comme source majeure de financement extérieur pour le développement. Il s'agit essentiellement de pays sortis d'un conflit, pauvres en ressources, de petite taille ou enclavés – quand ils ne cumulent pas tout ou partie de ces handicaps. À court terme, la forte pression démographique conjuguée à une stagnation probable de l'aide devrait accentuer le recul de l'aide par habitant. La communauté internationale doit prêter attention aux pays vulnérables, qui risquent de souffrir plus que les autres d'une éventuelle nouvelle dégradation de l'économie mondiale.

En raison de leur volatilité, les cours des matières premières pèsent lourdement sur l'investissement et les recettes fiscales en Afrique. Les décideurs africains doivent donc réduire leur exposition à ces chocs extérieurs, potentiellement violents, mais aussi faire en sorte que la manne tirée des ressources naturelles bénéficie à l'ensemble des populations et aux générations futures. Le chapitre thématique revient plus en détail sur les défis que cette situation pose sur le plan des politiques publiques.



Notes

1. Estimations basées sur les données de la Banque mondiale. Les chiffres révisés, publiés fin 2012, révèlent que les transferts des migrants officiels dépassent en fait déjà les IDE et l'APD depuis 2010.
2. Le total est supérieur à 100 % dans la mesure où les investissements de portefeuille dans les pays à faible revenu avaient des valeurs négatives, qui s'expliquent par un désinvestissement en RDC et en Érythrée.
3. Définition des flux d'investissement de la CnuCED.
4. Les pays riches en ressources sont les suivants : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée Équatoriale, Liberia, Libye, Mauritanie, Namibie, Nigeria, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zambie.
5. fDi Markets est une base de données en ligne qui suit les investissements de création transfrontaliers dans tous les secteurs et tous les pays du monde. Elle fournit des informations en temps réel sur les projets d'investissement, les sommes investies et les emplois.
6. *Qatar Petroleum International* (QPI) envisage de construire une nouvelle raffinerie de pétrole au Caire, pour 3.6 milliards USD. *Emaar Properties*, une société basée aux Émirats arabes unis (EAU), investit 2 milliards USD dans l'immobilier au Caire.
7. L'Ecip collecte des informations sur l'encours transfrontalier des titres de participation et de créance de 75 pays et territoires investisseurs (FMI, 2013a).
8. L'aide-pays programmable (APP) est un sous-ensemble de l'APD bilatérale brute qui mesure les transferts effectifs aux pays partenaires. Vitale pour tenir les engagements internationaux en appui aux OMD, elle représente aussi la part de l'aide tributaire des décisions d'allocation du pays donneur. Pour plus d'informations : <http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/aide-paysprogrammableapp.htm>
9. Pour Freund et Spatafora (2005), jusqu'à 75 % des transferts des migrants à l'Afrique emprunteraient des canaux officieux, nettement plus que pour les flux vers les autres continents.
10. L'objectif « 5x5 » correspond à l'engagement pris par les pays du G8 lors du sommet de L'Aquila (Italie), en 2009, de réduire le coût des transferts de 5 % d'ici 2014. Il a été approuvé par les pays du G20 en 2010 et inscrit dans leur plan d'action pour les transferts.

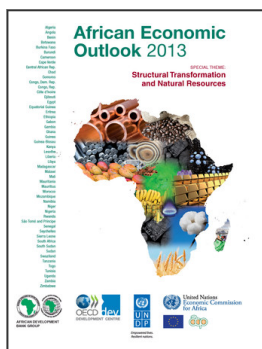


Références

- ActionAid (2009), *Accounting for Poverty: How International Tax Rules Keep People Poor*, ActionAid, Londres.
- Africa Progress Panel (2012), *Jobs, Justice and Equity: Seizing Opportunities in Times of Global Change*, Africa Progress Panel, Genève.
- ATAF (African Tax Administration Forum) (2012), *Good Tax Governance in Africa*, ATAF, Pretoria.
- Banque mondiale (2013), *Paying Taxes 2013: The Global Picture*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Banque mondiale (2012), *Migration and Development Brief, No. 19*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Banque mondiale (2012), *Remittance Prices Worldwide, Issue No. 4*, Banque mondiale, Washington, DC, novembre 2012.
- Chami, R. et al. (2008), "Macro-Economic Consequences of Remittances", IMF Occasional Paper 259, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Chami, R., C. Fullenkamp et S. Jahjah (2003), "Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?", IMF Working Paper 03/189, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Cnuced (2013), *Global Investment Trend Monitor, No. 11*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.
- Cnuced (2012a), *Investment Policy Monitor, No. 8*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.
- Cnuced (2012b), *Least Developed Countries Report 2012: Harnessing Remittances and Diaspora Knowledge to Build Productive Capacities*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.
- Cnuced (2012c), *World FDI Prospects Survey 2012-2014*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, New York and Genève.
- Cnuced (2012d), *Rapport sur l'investissement dans le monde 2012 : Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Geneva.
- Cnuced (1999), *Comprehensive Study of the Interrelationship between Foreign Direct Investment and Foreign Portfolio Investment*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.
- Di John, J. (2009), "Taxation, Governance and Resource Mobilisation in Sub Saharan Africa: A Survey of Key Issues", Elcano Royal Institute Working Paper 49/2009, Madrid.
- Drummond P. et al. (2011), "Mobilizing Revenue in Sub-Saharan Africa: Empirical Norms and Key Determinants", IMF Working Paper, WP/12/108, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- EIU (Economist Intelligence Unit) (2012), *Into Africa: Institutional Investor Intention to 2016*, EIU, Londres.
- Ernst and Young (2012), *Building Bridges: Africa Attractiveness Survey*, [www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY_2012_Africa_attractiveness_survey/\\$FILE/attractiveness_2012_africa_v17.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY_2012_Africa_attractiveness_survey/$FILE/attractiveness_2012_africa_v17.pdf)
- Ernst and Young (2011a), *Africa Oil and Gas: a Continent on the Move*, [www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Africa_oil_and_gas_a_continent_on_the_move_pdf/\\$FILE/Africa_oil_and_gas_continent_on_the_move.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Africa_oil_and_gas_a_continent_on_the_move_pdf/$FILE/Africa_oil_and_gas_continent_on_the_move.pdf)
- Ernst and Young (2011b), *Africa Mining Investment Environment Survey*, [www.ey.com/Publication/vwLUAssets/African_Mining_Investment_Environment_survey/\\$FILE/African_Mining_Investment_Environment_survey.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/African_Mining_Investment_Environment_survey/$FILE/African_Mining_Investment_Environment_survey.pdf)
- Fjeldstad, O. (2013), "A Review of Donor Support to Strengthen Tax Systems in Developing Countries", WIDER Working Paper, No. 2013/010, UNU-Wider, Helsinki.
- FMI (2013a), *Coordinated Investment Portfolio Survey*, consulté le 25/01/2013, <http://cpis.imf.org>
- FMI (2013b), *Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour : la croissance mondiale s'accélération progressivement en 2013*, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- FMI (2012), *Fiscal Regimes for Extractive Industries: Design and Implementation*, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Freund, C. et N. Spatafora, (2005), "Remittances: Transaction Costs, Determinants, and Informal Flows",



- World Bank Policy Research Working Paper No. 3704, Banque mondiale, Washington, DC.
- Gupta, S. et al. (2007), "Impact of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa", IMF Working Paper No. 07/38, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Kaldor, N. (1980), Reports on Taxation, Vols. 1 and 2, Gerald Duckworth, Londres.
- Minh Le, T., B. Morena-Dodson et N. Bayraktar (2012), "Tax Capacity and Tax Effort: Extended Cross-Country Analysis from 1994 to 2009", Policy Research Working Paper, No. 6252, Banque mondiale, Washington, DC.
- Nations Unies (2012), Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement - Le partenariat mondial pour le développement : traduire la théorie en pratique, Organisation des Nations Unies, New York.
- Nations Unies/DAES (2012), Étude sur la situation économique et sociale 2012 : à la recherche de nouveaux modes de financement du développement, Département des affaires économiques et sociales, Organisation des Nations Unies, New York.
- OCDE (2012a), Coopération pour le développement 2012 – Comment intégrer durabilité et développement, OCDE, Paris.
- OCDE (2012b), Perspectives des migrations internationales, OCDE, Paris.
- OCDE (2012c), OECD Report on Aid Predictability: Survey on donors' forward spending plans and progress made on predictability since the HLF-4 at Busan, OCDE, Paris.
- OCDE (2012d), The Architecture of Development Assistance, OCDE, Paris.
- OCDE (2011), OECD Report on Aid Predictability: Survey on Donors' Forward Spending Plans 2011-2013, OCDE, Paris.
- OCDE (1996), Coopération pour le développement : Efforts et politiques des Membres du Comité d'aide au développement, OCDE, Paris.
- Onudi (2011), Africa Investor Report: Towards Evidence Based Investment Promotion Strategies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Vienne.
- Piancastelli, M. (2000), Measuring the Tax Effort of Developed and Developing Countries. Cross Country Panel Data Analysis 1985-95, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), Brasília.
- Ratha, D. (2003), "Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance", préparé pour Global Development Finance 2003, Banque mondiale, Washington, DC.
- Sundaram, J.-K. (2013), "Enhancing Tax Revenues: A Global Priority", Economic and Political Weekly, Vol. XLVIII No. 3.
- Toye, J. (dir. pub.) (1978), Taxation and Economic Development, Frank Cass Publishers, Londres.



Extrait de :
African Economic Outlook 2013
Structural Transformation and Natural Resources

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE, *et al.* (2013), « Investissements étrangers, aide, transferts des migrants et recettes fiscales en Afrique », dans *African Economic Outlook 2013 : Structural Transformation and Natural Resources*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2013-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.